



PLATE - FORME COMMISSARIAT SUD-EST

Division Achats Publics

Bureau Achats

Section Marchés 3

Affaire suivie par :

Sergent TAVAREZ

CCP FOURNITURES (réf. CCAG FCS)

Appel d'offres ouvert en application des articles R.2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N° 20-086

Concernant :

Fourniture de matériels de ski et d'équipements de montagne au profit des organismes relevant du Ministère des Armées.

**ACCORD CADRE (article L.2125-1 et articles R.2162- 1 à 6)
donnant lieu à des bons de commande (articles R.2162-13 et 14 du code de la commande publique).**

SOMMAIRE

Numéro des articles	Désignation des articles
	<u>CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</u>
	Informations préliminaires
1	Objet de l'accord-cadre - Durée
2	Documents contractuels
3	Marchés de fournitures complémentaires
4	Dispositions relatives à la sous-traitance
5	Modalités de détermination des prix de règlement
6	Obligations des cocontractants
7	Reprise du personnel
8	Conditions d'exécution de l'accord-cadre
9	Lieux d'exécution de l'accord-cadre
10	Opérations de vérification
11	Garantie technique
12	Avance
13	Acomptes
14	Modalités de règlement
15	Cession ou nantissement de créances
16	Pénalités - Réfactions
17	Exécution aux frais et risques du titulaire
18	Résiliation de l'accord-cadre
19	Litiges
20	Redressement judiciaire
21	Déroptions aux documents généraux
	<u>CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</u>
22	Description générale des fournitures

Le présent document rassemble :

- un CCP de 16 pages ;
- 3 annexes.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

INFORMATIONS PRELIMINAIRES

Coordonnées du pouvoir adjudicateur

**Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07**

n° SIRET : 130 015 365 00013
n° Intra communautaire : FR 86 130 015 365
Code APE : 8422Z Défense

Formes de notifications et d'informations

Toutes notifications ou informations faisant courir un délai sont transmises en application de l'article 3.1 du CCAG/FCS.

Les différents moyens matériels ou dématérialisés pouvant être utilisés dans le cadre du présent accord-cadre sont : les supports informatiques (CD, clés USB....) remis contre récépissé.

IMPORTANT

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le représentant du pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci. Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse, son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel s'il en possède une.

En cas de changement de coordonnées et d'adresse courriel pendant la durée de l'accord-cadre, le titulaire devra en avertir la PFC Sud-Est.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le titulaire. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le représentant du pouvoir adjudicateur, **n'est pas expiré**.

ARTICLE 1

OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DUREE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de matériels de ski et d'équipements de montagne au profit des organismes relevant du Ministère des Armées suivant les modalités inscrites au présent CCP et annexes.

Code CPV :

- | | |
|--------------|---|
| - 18821000-0 | Chaussures de skis |
| - 37411100-3 | Équipements de ski et de planches de skis |
| - 37411150-8 | Planches à skis |
| - 37411140-5 | Fixations |
| - 37411130-2 | Bâtons de skis |
| - 37411160-1 | Tenues de ski |

1.1 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre, soumis aux dispositions des articles R.2162-1 à 6 du Code de la commande publique, sera exécuté par bons de commande (articles R.2162-13 et 14).

Il ne comporte pas de minimum ni de maximum.

1.2 Descriptif de l'accord-cadre

Cet accord-cadre est composé d'un lot unique.

1.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement par période d'un (1) an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction.

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision deux (2) mois avant la période de reconduction. Les bons de commande émis s'exécuteront jusqu'à leur terme.

ARTICLE 2

DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article n° 4.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement, ses annexes techniques et financières, y compris les précisions ou compléments apportés par le titulaire à la demande de l'administration sur la teneur de son offre;
2. les modifications apportées en cours d'exécution selon les dispositions des articles R.2194- 1 à 9 du Code de la Commande Publique;
3. le Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
4. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures et services courants (arrêté du 19 janvier 2009), sauf dérogations mentionnées à l'article 21 du présent CCP ;
5. les actes spéciaux de sous-traitance ;
6. les bons de commande.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de la PFC-SE font foi.

L'accord-cadre est régi par les lois et les règlements en vigueur en France. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre doit être rédigé en langue française.

ARTICLE 3

MARCHES DE FOURNITURES COMPLEMENTAIRES (article R.2122-4 du Code de la commande publique)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R.2122-4 du Code de la commande publique relatif à la passation de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 4

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite, cependant le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les modalités relatives à la sous-traitance (présentation, acceptation, paiement direct) sont définies aux articles R.2193- 3 à 4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5

MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

5.1 Contenu des prix

Les prix unitaires de l'accord-cadre sont décomposés conformément à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Ils sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de réception des plis. Ils sont exprimés en euros à deux décimales HT et TTC.

Les fournisseurs établis hors de l'Union Européenne doivent indiquer le prix unitaire hors TVA des articles, frais de douane compris.

Les prix sont réputés comprendre :

- le coût du matériel ;
- toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures ;
- les frais afférents :
 - au conditionnement au stockage et à l'emballage ;
 - au coût de la main d'œuvre ;
 - à l'assurance ;
 - au frais de transport et de manutention ;
 - à toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
 - à la garantie.

5.2 Forme du prix

Les prix sont définitifs, unitaires et révisables à la hausse comme à la baisse, de plein droit selon les dispositions citées à l'article 5.2 à 5.5 du présent CCP. Ils sont déterminés par rapport au tarif public du fournisseur, auquel sont appliqués le ou les coefficients de remise proposés dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Les prix initiaux sont réputés établis à la date limite de remise des offres.

Les coefficients de remise sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

5.3 Révision des prix

Les prix unitaires sont révisés au cours du 2^{ème} trimestre de chaque année par rapport au nouveau tarif public du titulaire, sur lequel sont appliqués les coefficients de remise consentis initialement.

Pour ce faire, le titulaire doit fournir son nouveau tarif public, le bordereau de prix unitaires et le catalogue représentatif du BPU mis à jour (cf article 5.6 – Clause de réexamen).

Ces documents doivent être transmis **avant le 15 avril** à la PFC-SE/Division Achats Publics/Bureau Achats/Section Marchés 3.

Dans le cas, ou le titulaire ne fournit pas les documents nécessaires à la révision de prix, les prix N-1 sont maintenus.

5.4 Promotions

Si le titulaire propose des promotions présentant des avantages économiques par rapport aux prix contractuels, elles s'y substituent automatiquement. Les produits facturés au tarif promotionnel font l'objet d'une facture distincte.

Dans ce cas, le titulaire joint à sa facture le tarif « promotionnel » en vigueur au moment de la commande.

5.5 Clause butoir

Dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 8 % par an, la révision de prix est automatiquement plafonnée à 8 % par an.

5.6 Clause de réexamen

En raison de l'évolution des produits, le titulaire fournit lors de la révision des prix un catalogue actualisé avec les références des articles proposés pour la nouvelle saison, ceux-ci doivent impérativement correspondre au cahier des charges et être de qualité équivalente aux produits qu'ils remplacent.

Le nouveau catalogue doit avoir une convivialité et une lisibilité identique au catalogue initial, à défaut le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 16.2 du présent CCP.

ARTICLE 6 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

6.1 Obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. A ce titre, il doit fournir les modalités d'accès à ces documents.

6.2 Assurance (article 9 CCAG/FCS)

Le titulaire est responsable de tous les dommages accidentels aux tiers et aux matériels causés par un personnel dans l'exercice du présent accord-cadre et doit pouvoir fournir sur demande les attestations d'assurance voulues, garantissant une couverture suffisante appropriée à l'objet de l'accord-cadre.

6.3 Application de la législation de l'environnement (article 7 CCAG/FCS)

Conformément aux dispositions prévues, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur.

6.4 Clauses environnementales

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent accord-cadre, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire doit tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

Par ailleurs, le représentant de l'organisme bénéficiaire procède à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits proposés dans son offre (dossier technique) dans le cadre des mesures environnementales. En cas de manquements récurrents constatés, il peut être fait application de l'article 32 du CCAG/FCS.

6.5 Obligations du titulaire pour les appels et/ou demandes de l'administration

Le titulaire désigne un correspondant et un suppléant pour le représenter auprès de l'administration. Ces personnes nommément désignées sont **joignables aux jours et heures ouvrées** par l'administration.

6.6 Sécurité et prévention (article 5 CCAG/FCS)

Conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS, la non application par le titulaire des mesures de sécurité prévues par l'instruction précitée, entraîne la résiliation de l'accord-cadre à ses torts, sans préjudice des peines prévues dans les dispositions légales du code pénal relatives aux crimes contre la sûreté de l'Etat.

- **Autorisations d'accès du personnel sur les sites**

- **Autorisation d'accès**

Le titulaire s'engage à se conformer aux conditions d'accès de chaque site.

Dans le cas où les prescriptions du présent article ne sont pas respectées, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité si l'accès du site est refusé à ses employés.

- **Accès des véhicules**

Le titulaire transmet au responsable désigné par l'organisme bénéficiaire les éléments nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès des véhicules.

- **Cas particuliers**

En cas d'alerte (exercice ou réelle) quelle que soit sa nature, les agents peuvent être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents. De même, l'accès à certaines zones peut leur être temporairement interdit.

L'inexécution des tâches contractuelles définies, à la suite de telles alertes, ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre, ni de déduction sur le montant de la prestation concernée.

6.7 Défaillance du titulaire

En cas de défaillance dans l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur met le titulaire en demeure d'honorer ses engagements. Cette mise en demeure est effectuée par lettre recommandée avec AR.

En cas de défaillance réitérée, il est fait application des dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS.

ARTICLE 7 REPRISE DU PERSONNEL

Sans objet.

ARTICLE 8 CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1 Modalités d'exécution

Dans les dix (10) jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, un rendez-vous est fixé entre les représentants de l'administration (prescripteurs et bénéficiaires) et du titulaire pour définir clairement l'exécution pratique de l'accord-cadre.

8.11 Fermeture des différents sites

Les différents sites sont ouverts toute l'année. Néanmoins, aucune livraison ne s'effectue les samedis, dimanches et jours fériés.

De plus, dans le cas d'une fermeture en cours d'année, quelle que soit la période, le bénéficiaire doit en informer le titulaire au **minimum quinze (15) jours auparavant**

8.12 Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés

L'exécution normale de l'accord-cadre, ne sera pas interrompue pendant la période éventuelle de fermeture de l'entreprise du titulaire.

Si le titulaire décide de la fermeture de son entreprise pour congés, il doit faire assurer les prestations qui lui sont confiées, dans les mêmes conditions que celles prévues au présent accord-cadre.

8.13 Service minimal en cas d'arrêt de travail (grève) du personnel du titulaire

En cas d'arrêt de travail (grève) de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer les prestations définies par la personne publique.

8.2 Exécution de l'accord-cadre – Passation des bons de commande

8.21 Bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, les bons de commande sont signés par le représentant de l'organisme bénéficiaire. Ils précisent :

- l'identification des parties : administration et titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement juridique (numéro EJ) ;
- la désignation et la référence des articles ;
- la quantité commandée ;
- le prix unitaire HT ;
- le taux de la TVA ;
- le montant TTC arrêté en toutes lettres ;
- l'adresse et les coordonnées du ou des destinataire(s) et du ou des lieux d'exécution de l'accord-cadre ;
- l'adresse de facturation ;
- les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature.

8.22 Achats hors bordereau de prix unitaire

Des articles qui ne sont pas listés sur le bordereau de prix peuvent être commandés, dans le respect de l'objet de l'accord-cadre. Ils font l'objet d'une remise sur le prix public du catalogue annuel (annexe 2 à l'acte d'engagement). Cette remise est ferme durant toute la durée de l'accord-cadre.

Les bons de commandes ne doivent pas intégrer plus de 5% de produit hors bordereau de prix unitaire.

8.3 Délai d'exécution des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'administration.

Le délai de livraison court à compter de la date de notification du bon de commande. Il est mentionné par le titulaire dans l'annexe 3 à l'acte d'engagement ; il ne peut être supérieur à 120 jours calendaires.

Le représentant du bénéficiaire s'engage à faire les commandes si possible dans le 2^{ème} trimestre de chaque année si la réception du nouveau catalogue et de la révision de prix sont reçus à la PFC-Sud-Est dans les délais (cf articles 5.3 et 5.6 du CCP).

Les livraisons sont à effectuer pendant les horaires de service de chaque formation et service bénéficiaires du présent accord-cadre.

Dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités pour retard.

8.4 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- **si** le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de la personne publique ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **et à condition** que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution du bon de commande, conformément à l'article 13.3.4 du CCAG/FCS.

Toute demande doit être adressée au représentant du pouvoir adjudicateur :

**Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Bureau Achats Publics / Section 3
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07**

8.5 Certificat de bonne exécution de l'accord-cadre

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut délivrer au titulaire du présent accord-cadre ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « **certificat de bonne exécution du marché** », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard.

8.6 Service Après-Vente

Le détail des services après-vente est décrit en annexe 3 à l'acte d'engagement. La réparation des matériels devra être faite par le SAV dans un délai de 150 jours, au-delà le remplacement à neuf est obligatoire.

ARTICLE 9 LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Une liste des lieux de livraison est fournie en annexe B du présent CCP. Cette liste n'est pas exhaustive. Les lieux de livraison sont précisés sur les bons de commande. Exceptionnellement, les commandes peuvent éventuellement être retirées par les bénéficiaires dans les locaux du titulaire.

ARTICLE 10 OPÉRATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérifications sont effectuées à la livraison dans les établissements ou dans les locaux du titulaire.

10.1 Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux spécifications techniques de l'accord-cadre. Elles seront effectuées par une personne habilitée sur le lieu de livraison.

10.2 Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitatives portent sur l'exactitude des quantités fixées dans les bons de commande. Elles sont effectuées à la livraison dans les établissements ou dans les locaux du titulaire. La signature des bons de livraison par le représentant de l'établissement bénéficiaire vaut acceptation quantitative des marchandises qui y sont mentionnées.

10.3 Délai de vérification et constat d'exécution du service

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux dispositions suivantes :

- Conformément à l'article 23.2 du CCAG/FCS, le délai imparti à l'administration est fixé à 15 jours à compter de la date de livraison par le titulaire pour procéder aux opérations de vérifications qualitative. Passé ce délai, l'admission des fournitures ou des services est réputée acquise,
- Suite aux opérations de vérification :
 - o Les fournitures sont jugées admissibles : le représentant de l'organisme bénéficiaire prononce l'admission sur le constat de service fait en annexe C du présent CCP, qu'il transmet au titulaire et à la PFC-SE/DAP/BA/SM3. Ce constat vaut admission et doit être joint à la facture du titulaire.
 - o Dans le cas où les fournitures sont jugées admissibles avec réfaction ou non admissibles et les opérations de vérification conduisent à l'ajournement, l'admission avec réfaction ou le rejet

des prestations : le représentant de l'organisme bénéficiaire complète le constat de service fait en annexe C du présent CCP qu'il transmet au titulaire et à la PFC-SE/DAP/BA/S3 pour application éventuelle de réfaction et/ou pénalités.

Après mise en conformité, la décision d'admission est effectuée par la PFC-SE et est transmis au titulaire ainsi qu'au représentant de l'organisme bénéficiaire.

- Une même commande ne peut faire l'objet de plus de deux rejets. Elle est annulée au troisième rejet. Le titulaire est donc considéré comme défaillant et le représentant du pouvoir adjudicateur mettra le titulaire en demeure d'honorer ses engagements (lettre recommandée avec AR).

En cas de défaillances réitérées, il est fait application des dispositions des articles 17 et 18 du présent CCP.

10.4 Transfert de propriété

La réception des prestations entraîne le transfert de propriété, et l'exigibilité de la créance.

ARTICLE 11 GARANTIE TECHNIQUE (article 28 CCAG/FCS)

Le délai et les conditions de garantie sont développées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 12 AVANCE

Une avance est accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 10 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou de 20% si le titulaire est une PME.

ARTICLE 13 ACOMPTE

Le droit de percevoir des acomptes est reconnu au titulaire de l'accord-cadre dans les conditions fixées aux articles R.2191-20 à 22 du Code de la commande publique.

ARTICLE 14 MODALITES DE REGLEMENT

14.1 Modalités de facturation

L'obligation de transmettre des factures dématérialisées prévue au I de l'article 1er de l'ordonnance du 26 juin 2014 s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec les personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées. Elle s'applique aux fournisseurs ayant la personnalité juridique, quelle que soit leur nature juridique : personnes morales de droit privé, personnes morales de droit public, personnes physiques ou professions libérales.

Les paiements sont réalisés par virement effectué par le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Loire (11 Rue Mi-carême- BP 502- 42007 SAINT ETIENNE) sur le compte du titulaire.

14.11 Mentions obligatoires

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **la description en clair conforme au CCP et au bordereau de prix** ; la facture doit mentionner le détail et le montant total par poste ;
- **le numéro du service exécutant** (PFC Sud-Est) : **D04666B069** (référence obligatoire pour le traitement de la facture) ;
- **le numéro d'engagement juridique et/ou bon de commande (10 chiffres) CHORUS** communiqué sur l'acte d'engagement ou le bon de commande. L'absence de cet élément entraînera le rejet de la facture et la suspension du délai global de paiement ;
- **les lieux (d'exécutions ou de livraisons)** ;
- **les dates (périodes d'exécution)** ;
- **la date de facturation.**

14.12 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Les prix doivent être exprimés en euros à deux décimales H.T et TTC.

14.13 Frais particuliers

Néant.

14.14 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

14.15 Transmission des factures

Le titulaire transmet ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures peuvent être dématérialisées par Echange de Données Informatiques (EDI), déposées sous format .pdf directement sur le portail CHORUS-PRO ou encore par saisie directement sur le portail.

Un kit de communication sur la solution de facturation dématérialisée est disponible sur ce portail.

Ce procédé a pour avantages d'offrir :

- des gains de frais d'impression, d'acheminement et de stockage ;
- une réduction du temps de traitement des factures ;
- des gains environnementaux (réduction de l'empreinte carbone) ;
- des gains de traçabilité et de sécurité de la facturation (intégration automatique de la facture au système comptable, suivi du traitement de la facture, et garantie de réception des factures).

S'informer sur CHORUS PORTAIL PRO :

- site internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> ;

Le titulaire désirant des renseignements concernant ce mode de transmission peut contacter notre équipe dédiée à l'adresse suivante :

- E-mail  : pfaf-ce-bfin-demat.reference.fct@intradef.gouv.fr
- Hotline : 04.37.27.35.02 / 04.37.27.29.63.

Les factures qui parviendraient par une autre voie seront systématiquement renvoyées.

14.16 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **trente (30) jours maximum**.

Le délai global de paiement de l'avance débute à compter de la date de notification du bon de commande ou de l'accord-cadre.

Le délai global de paiement de la facture débute à la réception de celle-ci par la division finance ou sur CHORUS-PRO, sous réserve que le service ait été fait (cf. décision d'admission des marchandises).

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent accord-cadre fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

« Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. »

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros (cf. art 9 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013).

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante, ou au comptable de l'Etat au sens de l'article 79 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

ARTICLE 15

CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

(articles R.2191-45 à 63 du Code de la commande publique)

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué à l'accord-cadre (sur acte engagement).

ARTICLE 16

PÉNALITÉS - REFACTIONS

16.1 Application des pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités sont cumulables avec les refactions et l'exécution aux frais et risques.

Elles sont appliquées sur le terme contractuel d'exécution fixé à l'article 8.3 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le terme contractuel éventuellement modifié par un sursis ou une prolongation de délai est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule ci-dessous :

Pénalités forfaitaire appliquées sur le montant HT de la commande :

- Retard de 5 à 9 jours : 6 %
- Retard de 10 à 15 jours : 9 %
- Retard de 16 à 20 jours : 12 %
- Retard de 21 à 29 jours : 15 %
- Retard de 30 à 45 jours : 20 %
- Retard supérieur à 46 jours : 25 %

16.2 Application des pénalités pour non maîtrise de l'évolution annuelle du catalogue

Le nouveau catalogue transmis par le titulaire doit avoir une convivialité et une lisibilité identique au catalogue initial.

Dans le cas, ou le titulaire ne respecte par cette condition, il encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 €.

16.3 Application des pénalités de retard sur le délai de présentation du nouveau catalogue

Le titulaire doit fournir lors de la révision des prix un catalogue actualisé avec les références des articles proposés pour la nouvelle saison.

Ces documents doivent être transmis avant le 15 avril à la PFC-SE/Division Achats Publics/Bureau Achats/Section Marchés 3.

Dans le cas, ou le titulaire ne fournit pas les documents dans les délais indiqués supra :

- **une pénalité d'un montant de 50€ par jour de retard s'applique.**

16.4 Application de réfections

Lorsqu'une prestation est effectuée de manière défectueuse ou lorsqu'une préconisation n'est pas respectée, le titulaire encoure des réfections conformément à l'article 25.3 du CCAG/FCS.

Le représentant du pouvoir adjudicateur adresse au titulaire, par lettre, transmise par courriel avec accusé de réception, le projet de réfaction applicable sur la facture concernée. Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception pour présenter ses observations.

En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction.

16.5 Exonération

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut accepter une exonération des pénalités.

ARTICLE 17 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations il devra en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur, par courriel, avec confirmation écrite par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non réactivité du titulaire, il pourra être fait application de l'article 36 du CCAG/FCS.

ARTICLE 18 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE (articles 29 à 36 CCAG/FCS)

Les règles relatives à la résiliation sont celles prévues par le CCAG/FCS et notamment :

18.1 En cas de non-respect des obligations prévues, notamment inexactitude des documents et renseignements mentionnés, refus de production des pièces prévues, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

18.2 En cas de défaillance dans l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements dans un délai imparti. Passé ce délai, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 32 du CCAG/FCS.

18.3 Le pouvoir adjudicateur peut notamment mettre fin à tout moment à l'exécution de l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général (article 33 CCAG/FCS) ou pour non respect des obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement.

ARTICLE 19

LITIGES

19.1 Règlement amiable des litiges et différends- Médiation

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre peut être soumis par le titulaire au service acheteur. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être transmise par le titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, au service acheteur. Ce courrier doit exposer les motifs du désaccord et indiquer, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Le service acheteur est tenu de répondre dans les 15 jours à cette demande ou d'émettre une réponse d'attente mentionnant un délai de réponse. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision de rejet de la demande.

Un correspondant « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande : CRP Pauline FAURE-BRAC – Chef de la division achats publics de la PFC Sud-Est.

A défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

19.2 Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements en vigueur en France. Le tribunal administratif de LYON est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires français ou étrangers.

Tout différend survenant :

- à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre doit faire l'objet d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la PFC Sud-Est /Division Achats Publics ;
- à l'occasion de la facturation ou du paiement doit faire l'objet d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la PFC Sud-Est / Division Finances.

ARTICLE 20

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le titulaire est tenu, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, d'adresser au pouvoir adjudicateur, dans les 15 jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation, ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire.

ARTICLE 21

DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS, relatif aux pièces contractuelles.
- L'article 8.21 déroge à l'article 3.7.1 du CCAG/FCS, en prévoyant que les commandes passées au titre du présent accord-cadre pourront être notifiées au titulaire par le représentant de l'organisme bénéficiaire.
- L'article 10.3 déroge à l'article 23 du CCAG/FCS, relatif au déroulement des opérations de vérification.
- L'article 16.1.1 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS relatif au calcul des pénalités
- L'article 16.3 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, en prévoyant une exonération possible des pénalités.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ARTICLE 22

DESCRIPTION GENERALE DES FOURNITURES

Les fournitures doivent répondre aux exigences techniques décrites à l'annexe A du présent CCP.